

Motion du Conseil d'Administration de l'Université Lille 1, Sciences et Technologies

du 8 Novembre 2013

Adoptée à l'unanimité.

Le CA de l'Université Lille 1, réuni le 8 Novembre 2013, alerte le gouvernement et la communauté universitaire sur l'insuffisance récurrente des moyens accordés à notre établissement en termes de fonctionnement, d'investissement et d'emplois à l'instar de la plupart des universités françaises.

Le souci d'adopter un budget équilibré malgré la non-compensation du solde du Glissement Vieillesse Technicité (GVT), très fortement déterminé par le statut de la fonction publique et les décisions de l'Etat, impose cette année à notre établissement de reporter à 2015 la publication de 9 emplois d'agents de la fonction publique alors que notre sous-encadrement en termes d'enseignants, enseignants-chercheurs et personnels BIATSS est reconnu par l'Etat.

De plus, la vétusté des locaux de notre campus et les avis des commissions de sécurité nous obligent à consacrer au strict minimum deux millions d'euros par an aux travaux de maintenance et de sécurité. En l'absence de dotation spécifique, notre établissement ne sera pas en mesure de les assurer pleinement en 2014.

Cette situation budgétaire préoccupante entrave tout le travail de notre établissement au service des ses activités de formation et de recherche, sociales, culturelles et économiques. Elle alourdit également la charge qui pèse sur les personnels et dégrade leurs conditions de travail.

En conséquence, le CA de l'Université Lille 1, relayant les motions adoptées par le CNESER (14/10/2013), la CPU (24/10/2013), et les motions de nombreuses universités, demande au gouvernement d'abonder la masse salariale des universités à la hauteur des besoins afin de faire de la jeunesse, de l'éducation et de la société de la connaissance une grande priorité nationale et d'assumer les charges de mise en état des locaux.